

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles

Versailles, le 23/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAINT GOBAIN ABRASIFS

RUE DE L'AMBASSADEUR
78700 CONFLANS STE HONORINE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement SAINT GOBAIN ABRASIFS implanté RUE DE L'AMBASSADEUR 78700 CONFLANS STE HONORINE. L'inspection a été annoncée le 17/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la découverte de déchets enterrés sur le site, un laboratoire a été mandaté pour prélever des échantillons de terres et de déchets pour les caractériser et évaluer l'étendue de la pollution. L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans ce cadre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN ABRASIFS
- RUE DE L'AMBASSADEUR 78700 CONFLANS STE HONORINE
- Code AIOT dans GUN : 0006503241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Saint Gobain Abrasifs exploite, sur le territoire de la commune de Conflans Ste Honorine, une usine de fabrication d'abrasifs appliqués sur papier ou toile de différentes formes (disques, brandes, rouleaux, ...).

Ses activités relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED, au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).

Le rapport de réexamen IED du 19/11/21 est en cours d'instruction.

Les principaux enjeux du site sont liés à la présence de substances toxiques et/ou combustibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- découverte de la pollution et prélèvements en vue d'une caractérisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Elimination des déchets industriels spéciaux	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4.3 du chapitre III	/	Lettre de suite préfectorale
Piezomètres	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.1 du chapitre I	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2 du titre 2	/	Sans objet
Déchets	Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 71.3 du chapitre I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport de caractérisation de la pollution devra être transmis à l'inspection dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 2 du titre 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.</p> <p>Quant l'accident ou l'incident peut avoir un impact direct ou indirect, immédiat ou différé, sur un champs captant, l'exploitant en informe la DDASS (service Santé - Environnement) dans les meilleurs délais ainsi que l'exploitant du captage d'eau potable concerné.</p> <p>L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident et les confirme dans un document</p>

transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

Constats : Suite à un échange téléphonique du 3 mai 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection par mail du 6 mai 2022 un rappel du déroulé des faits :

- 25/04/22 après midi : découverte des premiers blocs de résines dans le sol ;
- 26/04/22 : Découverte d'un fût dans le sol, suspension du chantier dans la zone et redémarrage dans une autre zone éloignée de plusieurs mètres ;
- 27/04/22 : Découverte d'un autre fût contenant un liquide non identifié sur la zone du chantier. Suspension du chantier ;
- 28/04/22 : Consultation de la société AECOM pour définir la méthodologie de caractérisation de la pollution ;
- 29/04/22 : Consultation de la société ANTEA pour définir la méthodologie de caractérisation de la pollution, tentative de prévenir l'inspection par échange téléphonique. Remblaiement des tranchées et marquage de la position des fûts ;
- 02/05/22 : Mise en place des mesures conservatoires : mise en place de bâches étanches en partie inférieure et supérieure pour les terres polluées excavées. Mise en place de bâches étanches au dessus des tranchées pour protection ;
- 03/05/22 : échange téléphonique avec l'inspection, fin de la mise en place des mesures conservatoires ;
- 04/05/22 : Réception de l'offre d'AECOM.

Les offres des sociétés AECOM et ANTEA concernant la caractérisation de la pollution, dont l'étendue est à ce jour inconnue mais estimée à environ 1000m³ (10*20*5), ont été transmises en parallèle du mail récapitulatif.

Par mail du 16/05/22, l'exploitant a informé l'inspection du choix final de prestataire et du planning d'intervention de la semaine :

- 19/05/22 : réalisation des prélèvements en tas, de produits liquides en fûts et de produits solides (résine) ;
- 20/05/22 : réalisation du diagnostic géophysique et prélèvements de sol.

Par téléphone le 23/05/22, l'exploitant déclare que :

- le géophysicien a décelé des anomalies dans les sols. Ces anomalies pourront être explicitées après analyse des données collectées ;
- les résultats du diagnostic géophysique sont attendus semaine 22 (30/05 - 03/06) ;
- les prélèvements de sol ne seront possibles qu'après réception du diagnostic géophysique pour éviter de percer les fûts éventuellement présents sous terre.

Le délai de 6 semaines nécessaires à la rédaction du rapport d'expertise complet est pour le moment maintenu (semaine 25 ou 26).

Une copie de ce rapport accompagné du planning prévisionnel des actions à engager pour la suite devront être adressés à l'inspection dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 7.1.3 du chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
Constats : Sont identifiées : <ol style="list-style-type: none">1) la zone dans laquelle les 2 fûts et les déchets de résines ont été découverts ;2) la zone de stockage des terres excavées contenant des déchets (en 2 tas pour séparer les gros morceaux) ;3) la zone de stockage des terres excavées pour l'installation des cuves incendie. La zone (1) dans laquelle la pollution a été découverte a été protégée pour éviter les risques de lessivage par les eaux de pluies. Les tas de la zone (2) sont disposés sur une bâche et sont protégés par des bâches posées par-dessus. L'inspection constate la présence de terre polluées au sein de la zone (3). L'exploitant indique que les terres polluées avaient en premier lieu été disposées ici avant d'être dirigées vers la zone (2) et que les déchets restant ont été oubliés. Par courriel du 20/05/22, l'exploitant indique que ces terres polluées ont été déplacées sous une bâche vers la zone (2). Sa déclaration est complétée par des photographies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

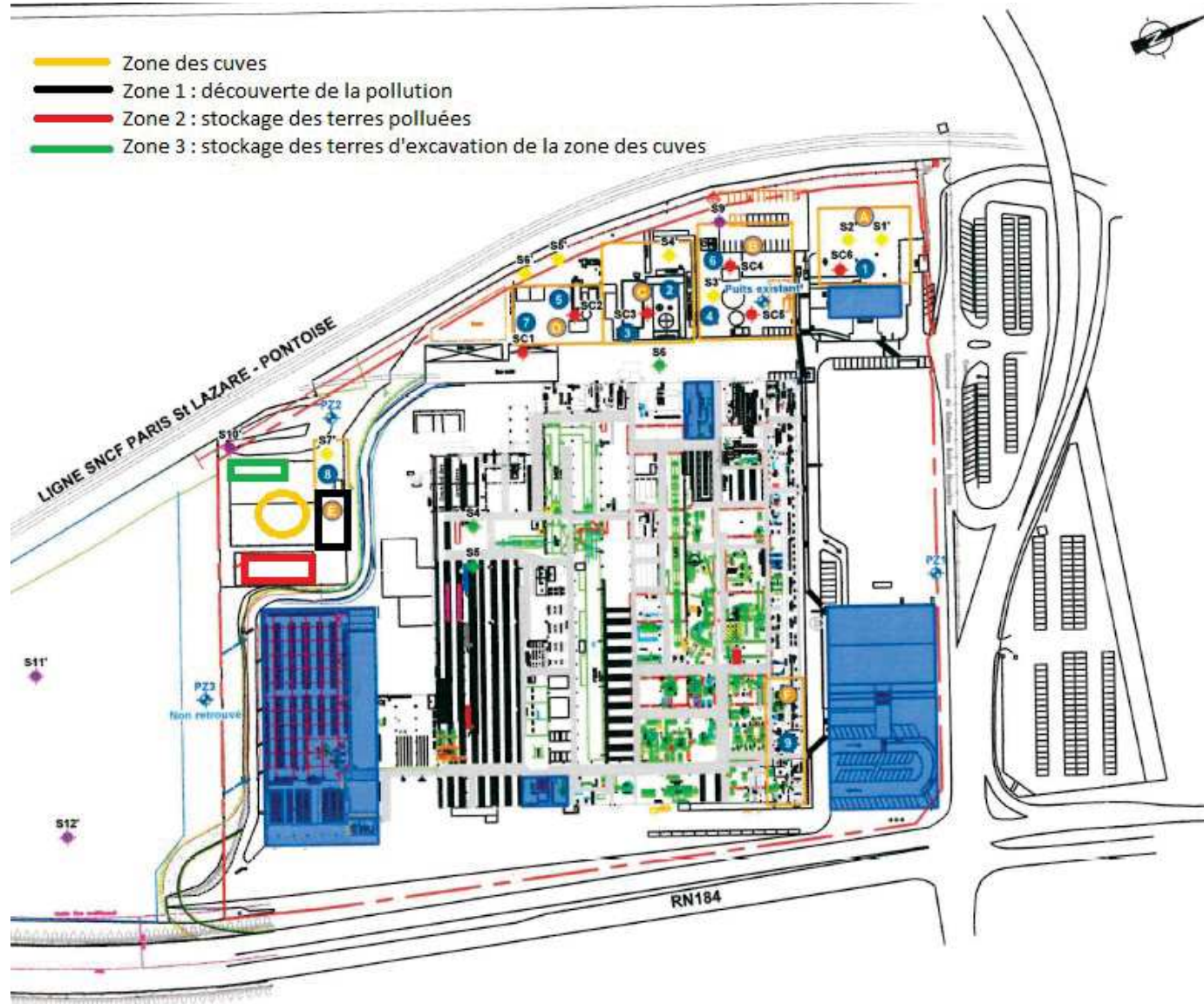
Nom du point de contrôle : Elimination des déchets industriels spéciaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 4.3 du chapitre III
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.</p> <p>Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stables.</p> <p>Constats : L'inspection assiste aux prélèvements réalisés au niveau des zones suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• zone 1 : prélèvement du liquide contenu dans un des 2 fûts découverts (le seul ouvert) ;• zone 2 : prélèvements au niveau des 2 tas (terres fines et gros morceaux) : résines de différentes couleurs, grains abrasifs, terre, déchets ressemblant à des rouleaux de produits finis (probablement avec des défauts de fabrication), etc ;• zone 3 : prélèvement au sein des tas de terres excavées pour l'installation des cuves incendie et au sein des déchets de résines. <p>Lors du prélèvement du liquide contenu dans le fut, une odeur de solvant a été sentie.</p> <p>Un rouleau de produit fini retrouvé a pu être déroulé en partie. La marque, le grammage et un logo (ours) étaient encore clairement visibles. Selon l'exploitant, les produits marqués de ce logo ne sont plus produits depuis plusieurs décennies. Il conviendra de justifier de la fin de l'utilisation de ce logo pour estimer la date d'enfouissement des déchets.</p> <p>Enfin, les morceaux de résines ont été brisés pour permettre la prise d'échantillons plus petits. À l'ouverture de certains, il a été constaté que l'intérieur était encore humide. Le préleveur a relevé une concentration en composés volatils d'environ 400ppm.</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'exploitant devra estimer la date d'enfouissement des déchets en se basant notamment sur la période de production des abrasifs marqués par un logo en forme d'ours.</p> <p>Une fois caractérisés, les déchets devront être éliminés via des filières adaptées et autorisées. Les éléments de caractérisation, les quantités par typologie, devront être transmis à l'inspection via le rapport d'expertise du bureau d'étude mandaté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2004, article 8.1 du chapitre I
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Prescription contrôlée : Afin de surveiller la qualité de la nappe phréatique présente au droit du site, trois piézomètres doivent être mis en place sur le site, dans un délai de trois mois après la notification du présent arrêté, dont deux à l'aval hydraulique des installations. Leur implantation est faite à partir des conclusions de l'étude hydrogéologique remise à l'inspection des installations classées le 16 sept 2003 et doit permettre de contrôler le sens d'écoulement de la nappe et d'assurer la surveillance de la qualité de la nappe. L'exploitant adresse, dans un délai d'un mois après la réalisation des piézomètres un plan d'implantation de ces ouvrages. Ces piézomètres doivent être cadenassés, protégés contre les chocs et les risques d'arrachement, facilement accessibles et aisément repérables.
Constats : Constats : L'inspection constate que le PZ2 dispose d'un capot mais n'est pas cadenassé ni identifié. L'exploitant indique que cet ouvrage va être comblé et déplacé car la parcelle sur laquelle il se trouve est en cours de cession. L'inspection rappelle à l'exploitant que le bouchage des ouvrages de surveillance doit être réalisé selon les normes en vigueur et les règles de l'art. L'opération de rebouchage fait l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées. Le rapport d'exécution est tenu à la disposition de l'inspection. A noter qu'il avait également été constaté lors de l'inspection du 06/04/22 que : <ul style="list-style-type: none">• le piézomètre Pz3 n'a pas été retrouvé depuis plusieurs années ;• le piézomètre PZ1 est cadenassé mais ne dispose pas de plaque d'identification. Conclusion : Le piézomètre PZ1 ne dispose pas d'une plaque d'identification. Le piézomètre PZ2 n'est pas cadenassé et ne dispose pas d'une plaque d'identification. Le piézomètre PZ3 n'est pas retrouvé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Annexe 1 : plan du site



Annexe 2 : planche photographique



PZ2



travaux réseaux



Zone 1 (1)



Zone 1 (2)



Zone 1 (3)



Zone 1 (4)



Zone 1 (5)



Zone 1 (6)



Zone 2 - grains abrasifs



Zone 2 - résidu et futs métalliques



Zone 2 - résine ouverte humide



Zone 2 - résine verte



Zone 2 - rouleau de papier abrasif (1)



Zone 2 - rouleau de papier abrasif (2)



Zone 2 (1)



Zone 2 (2)



Zone 2 (3)



Zone 2 résine jaune



Zone 2 résine rouge



Zone 3 - amas de résine et papier



Zone 3 (1)



Zone 3 (2)